



**PRÉFET
DU CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des collectivités locales
et de la coordination interministérielle**

Arrêté préfectoral n° 2026-0095 du 23 janvier 2026
portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le préfet du Cher
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance et notamment son article 62-II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 14 février 2025 du Président de la République portant nomination de monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture du Cher ;

Vu le décret du 22 octobre 2025 du Président de la République portant nomination de monsieur Philippe LE MOING SURZUR, préfet du Cher ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-1852 du 30 décembre 2025 accordant délégation de signature à monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture du Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par la société DYKA TUBE SAS réputée complète le 18 décembre 2025 ;

Considérant que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

Considérant que le projet d'extension du stockage extérieur du site DYKA situé à la Chapelle-Saint-Ursin relève de la catégorie 1° c) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et de l'article R.122-2 II de ce même code ;

Considérant que le site jouxte pour partie une réserve naturelle nationale (ZNIEFF 1 - Pelouses des Chaumes du Verniller (240006415)) et abrite en lui-même de nombreuses espèces et habitats patrimoniaux ;

Considérant qu'une étude faune flore incluant la séquence ERC (éviter-réduire-compenser) a été menée en 2024-2025, présentée aux services de l'État et au conservateur de la réserve naturelle nationale et est jointe à la présente demande de cas par cas ;

Considérant qu'un travail conséquent d'évitement en phase de conception a été réalisé à la suite des résultats d'investigations écologiques ;

Considérant qu'à l'issue de la séquence Eviter-Réduire, le projet conserve des impacts résiduels significatifs bien que considérablement réduits, sur des espèces protégées, ainsi que leurs habitats de reproduction.

Considérant que ce constat a motivé la production d'une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'individus et/ou d'habitats d'espèces protégées, au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement, pour 3 espèces de flore et 15 espèces de faune ;

Considérant que des mesures compensatoires conséquentes ont été retenues, portant sur la restauration écologique de la zone évitée, son aménagement pour le pâturage ovin et la cession au conservatoire des espaces naturels ;

Considérant le dossier satisfaisant portant sur la dérogation au titre des espèces protégées, et l'ensemble des procédures couvrant déjà l'ensemble de ce projet ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé justifiant une évaluation environnementale ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : La décision tacite, née le 22 janvier 2026 , soumettant à évaluation environnementale le projet de la société DYKA, d'extension de la zone de stockage extérieure situé sur la commune de La Chapelle-Saint-Ursin, enregistré sous le numéro 2025-002, est retirée.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 3 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le Cher.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la société DYKA TUBE SAS et au maire du Subdray.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général,
Services de la Préfecture de la Région de Bourges

Mohamed ABALHASSANE

Annexe de l'arrêté préfectoral n° 2026-0095 du 23 janvier 2026 portant décision après examen au cas par cas.

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

• **décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

- recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux (art R. 122-3-1 VII) adressé à :

* M. le préfet du Cher
Place Marcel Plaisant
CS 60022
18020 BOURGES Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Cher)

- recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

* **recours gracieux**

M. le préfet du Cher
Place Marcel Plaisant
CS 60022

18020 BOURGES Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

* **recours hiérarchique**

M. la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature

direction générale de la prévention des risques

Arche de La Défense

Paroi Nord

92055 LA DEFENSE Cedex.

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

* **recours contentieux**

Tribunal administratif d'Orléans

28, rue de la Bretonnerie

45057 Orléans Cedex 1

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr

• **décision dispensant le projet d'étude d'impact**

Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnés